



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

CES/2003/22
23 janvier 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Cinquante et unième réunion plénière
(Genève, 10-12 juin 2003)

**RAPPORT SUR LA SÉANCE DE LA CEE CONSACRÉE AUX QUESTIONS
DE COMPTABILITÉ NATIONALE INTÉRESSANT LES PAYS
EN TRANSITION, TENUE EN OCTOBRE 2002**

Note du secrétariat

INTRODUCTION

1. La séance spéciale de la CEE consacrée aux questions de comptabilité nationale intéressant les pays en transition s'est tenue dans l'après-midi du 11 octobre 2002, dernier jour de la réunion annuelle de l'OCDE sur la comptabilité nationale (8-11 octobre 2002), au siège de l'OCDE. Ont participé à cette séance des représentants des 16 pays en transition suivants: Albanie, Bulgarie, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine et Yougoslavie. L'Organisation de coopération et de développement économiques était également représentée.

2. L'ordre du jour provisoire a été adopté.

ORGANISATION DE LA SÉANCE

3. La principale question examinée au cours de la séance était la révision des séries chronologiques issues des comptes nationaux. Le débat s'est déroulé sur la base d'une communication de l'OCDE consacrée à la révision des données trimestrielles sur le PIB ainsi que des documents établis par le secrétariat de la CEE, la Bulgarie, la Croatie et la Fédération de Russie.

4. Deux autres thèmes ont également été examinés durant la séance: la mesure du stock de capital et l'économie non observée. Une brève note du secrétariat de la CEE et un rapport présenté par la Slovénie ont servi de base de discussion pour le débat consacré au stock de capital. Dans le cadre de l'examen du dernier point de l'ordre du jour, l'OCDE et le secrétariat de la CEE ont informé les participants des récents projets et activités se rapportant à l'estimation des activités économiques non observées dans les pays en transition.

RÉSUMÉ DU DÉBAT ET PRINCIPALES CONCLUSIONS FORMULÉES À L'ISSUE DE LA SÉANCE

5. Le principal objectif de la séance était de permettre aux pays en transition de partager leurs données d'expérience en ce qui concerne l'établissement de séries chronologiques issues des comptes nationaux et des questions spécifiques relatives à la révision de ces séries chronologiques. Depuis quelques années, ces révisions faisaient l'objet d'une grande attention, car elles touchaient aux problèmes de qualité, de fiabilité et de comparabilité des données. C'est pourquoi ce thème était aussi traité, depuis quelque temps, par des organisations internationales.

6. La plupart des pays en transition mettaient déjà en œuvre le cadre général du SCN de 1993 et avaient commencé à produire régulièrement des séries chronologiques annuelles et trimestrielles. Les aspects pratiques de la révision des données des comptes nationaux étaient donc particulièrement importants pour ces pays. Dans le cadre de la préparation de la séance, une liste de questions intéressant le sujet du débat avait été distribuée. Ces questions concernaient essentiellement le calendrier et les raisons d'une révision, les relations avec les utilisateurs, et l'analyse de l'orientation et de l'ampleur de la révision. Le secrétariat de la CEE a présenté un bref résumé des contributions des pays sur ces différents thèmes, à titre de base de discussion. Au cours du débat qui a suivi, il a été décidé que le secrétariat de la CEE réviserait et étofferait ce document en tenant compte des commentaires et informations complémentaires soumis par les participants. La version révisée du document serait ensuite adressée aux pays, qui pourraient faire part de leurs réactions.

7. La communication de l'OCDE consacrée à la révision des données trimestrielles sur le PIB reposait sur des documents à l'usage des pays membres de l'OCDE. Elle traitait essentiellement de la précision et de la fiabilité des estimations trimestrielles et des mesures permettant d'évaluer la fiabilité des données. Il a été souligné qu'un compromis devait nécessairement être trouvé entre l'actualité et la précision des données. Il était important que ceux qui avaient la charge d'établir les comptes nationaux parviennent à ce compromis. Ils devaient en outre sensibiliser les utilisateurs à la nécessité de procéder à des révisions. À titre d'exemples, les estimations trimestrielles du Royaume-Uni, de la Lettonie et de la Lituanie ont été présentées et analysées. Sur ce thème, les ouvrages de référence suivants ont notamment été cités: document de travail du FMI intitulé: «Évaluation de l'exactitude et de la fiabilité des données»; article du BEA (Bureau de l'analyse économique) intitulé: «Reliability of GDP and Related NIPA Estimates», etc.

8. Plusieurs éléments saillants concernant les aspects pratiques de la révision des séries chronologiques se sont dégagés des communications des pays. Une distinction a été relevée entre deux types de révision: la révision régulière et la révision «fonctionnelle». La Fédération de Russie a défini le premier type de révision comme se rapportant aux informations plus précises reçues au fil du temps. Étaient dites «fonctionnelles» les révisions couvrant des périodes plus longues et associées à des changements de méthode ou à la réalisation d'enquêtes de référence. Dans sa communication, la Russie a également soulevé plusieurs points, notamment les questions suivantes: avec quelle fréquence les révisions fonctionnelles doivent-elles être effectuées; à quel niveau de précision; jusqu'à quel point faut-il remonter dans le temps; etc.

9. Le problème des sources des données à utiliser pour établir les premières estimations trimestrielles a également été abordé. Après un tour de table, il est apparu que tous les pays candidats représentés, de même que la Croatie, la Fédération de Russie et l'Ukraine, se basaient sur des enquêtes trimestrielles concernant les entreprises non financières pour établir leurs premières estimations trimestrielles.

10. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants se sont accordés à dire que l'analyse à des fins de révision des séries chronologiques issues des comptes nationaux jouait un rôle important dans l'identification et la prise en compte des erreurs systématiques. En ce qui concerne la fréquence des changements de méthode, la période à laquelle devaient s'appliquer les changements rétrospectifs et le niveau de précision souhaité, les réponses dépendaient essentiellement des données et des ressources disponibles. Lorsqu'il était impossible d'effectuer des calculs en remontant dans le temps pour des séries chronologiques suffisamment longues, une solution serait de publier en parallèle les données nouvelles et les données anciennes. Cette formule avait déjà été appliquée par la Pologne et la Hongrie.

11. On a fait observer que toute révision importante devait être expliquée aux utilisateurs. Leurs réactions pouvaient en effet être parfois très critiques, car les changements apportés entraînaient des ruptures de continuité dans les séries de données. Il pouvait s'avérer utile de décomposer les effets de ces révisions et de fournir des informations concernant leur impact sur les données finales. À cet égard, l'exemple du Royaume-Uni a été mentionné.

12. Les politiques de plusieurs membres de l'OCDE en matière de révision ont également été évoquées. Il a été souligné que la plupart des pays accumulaient des améliorations avant de procéder, d'un seul coup, à des révisions. D'autres pays, tels que l'Australie, apportaient de légères modifications au fur et à mesure de leur apparition. Ainsi, un seul changement était introduit à la fois, et l'effet de ce changement pouvait être aisément suivi.

13. Dans le cadre de l'examen du point 2 de l'ordre du jour, le secrétariat de la CEE a informé les participants du rapport concernant la mesure du stock de capital dans les pays en transition. La Slovénie a également présenté un document décrivant le recensement des actifs fixes, qui avait été réalisé dans le cadre d'un projet Eurostat destiné à aligner les pratiques des pays candidats en matière de statistique sur les normes de l'Union européenne. Le principal objectif de cette enquête était de recueillir des données sur les avoirs corporels et les avoirs incorporels pour l'ensemble des secteurs institutionnels et d'obtenir des estimations suffisamment précises de la consommation de capital fixe.

14. L'estimation du stock de capital constituait l'une des tâches les plus difficiles dans le domaine de la comptabilité nationale, et de nombreuses activités avaient été entreprises dans ce domaine. Les participants ont ainsi appris que Statistique Canada mettait actuellement en œuvre un projet conjoint avec la Hongrie concernant la mesure du stock de capital sur la base de la MIP. Ce projet devait encore être définitivement mis au point. Eurostat avait entamé une nouvelle phase de l'enquête sur le stock de capital, dans le cadre du programme multilatéral mis en œuvre avec les pays candidats. Certains pays en transition avaient déjà travaillé sur de tels projets au titre des programmes PHARE nationaux. Il a été jugé opportun de faire en sorte que les experts ayant travaillé aux programmes nationaux soient associés aux nouveaux projets qui seraient mis en œuvre dans le cadre du programme multilatéral, afin de rendre les recommandations cohérentes.

15. S'agissant des différents aspects de la mesure du stock de capital et de la consommation de capital fixe, les participants ont défini et examiné les questions suivantes: l'évaluation des actifs fixes des entreprises privatisées; le traitement des données historiques; le recours aux enquêtes exhaustives, leur coût élevé et le surcroît de travail qu'elles imposaient aux répondants; le mode d'estimation de la durée de vie effective d'un actif; les avantages et inconvénients du calcul de l'amortissement sur la base de la moyenne géométrique.

16. Les participants ont conclu que des enquêtes exhaustives plus espacées, associées à l'emploi de la MIP, pourraient constituer une solution médiane entre le recensement annuel coûteux et les inconvénients des estimations obtenues par la MIP.

17. Le secrétariat de la CEE a présenté un document décrivant l'inventaire des pratiques nationales en matière d'estimation des activités économiques occultes et informelles, inventaire établi par la Division de statistique de la CEE en 2001. Cette enquête portait sur 29 pays, alors qu'ils n'étaient que 9 à avoir participé à l'enquête précédente de 1991. Le secrétariat de la CEE réaliserait des inventaires de ce type tous les trois ou cinq ans, dans le but de suivre l'évolution de la situation.

18. L'OCDE a informé les participants à la séance des travaux menés pour mettre en œuvre le Manuel de l'OCDE sur la mesure de l'économie non observée. Un nouveau projet venait d'être lancé avec la Bulgarie. Il était envisagé d'étendre l'étude en question à des pays tels que l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Yougoslavie, car l'expérience de la Bulgarie, pays voisin, pourrait être utile aux autres pays de la région.

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES TRAVAUX FUTURS

19. Les participants ont conclu qu'il était très utile d'organiser des séances spéciales, car elles permettaient d'examiner des problèmes spécifiques intéressant les pays en transition. Ils ont recommandé que la pratique consistant à organiser de telles séances soit maintenue dans les prochaines années.

20. La question des études destinées à réviser les agrégats des comptes nationaux pourrait être examinée plus en profondeur. Le secrétariat de la CEE développerait le document intitulé: «Révision des séries chronologiques issues des comptes nationaux des pays en transition» et le distribuerait aux différents pays, pour qu'ils fassent part de leurs commentaires à ce sujet.

21. Pour éviter les chevauchements, il a été suggéré qu'un thème d'intérêt commun qui ne soit pas traité par Eurostat à l'heure actuelle soit choisi pour la prochaine réunion. Les thèmes suivants ont, notamment, été proposés: estimations instantanées du PIB; séries chronologiques mensuelles; MIP et stock de capital. Le secrétariat de la CEE procéderait à une étude de ces différents thèmes et, en fonction de la durée prévue de la prochaine réunion, en retiendrait un ou deux à inscrire à l'ordre du jour.

22. Les participants ont appuyé la proposition tendant à ce que la prochaine séance spéciale consacrée aux questions de comptabilité nationale intéressant les pays en transition se tienne en relation avec la tenue de la Réunion d'experts en comptabilité nationale de l'OCDE de 2003. La possibilité d'y consacrer toute une journée, juste avant l'ouverture de la réunion de l'OCDE, devrait être étudiée.
